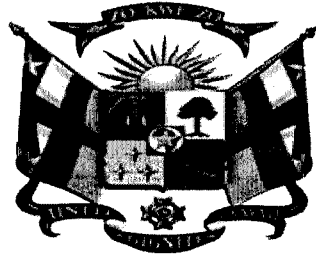


**REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE**

\*\*\*\*\*

**UNITE-DIGNITE-TRAVAIL**

\*\*\*\*\*



**DECLARATION**

**DE SON EXCELLENCE MONSIEUR LE PREMIER MINISTRE,  
CHEF DU GOUVERNEMENT**

**A LA CONFERENCE MONDIALE SUR LE DEVELOPPEMENT  
DURABLE (RIO+20)**

**RIO DE JANEIRO, BRESIL, JUIN 2012**

- **Monsieur le Secrétaire Général des Nations Unies ;**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement,**
- **Mesdames et Messieurs les Chefs de Délégation**
- **Mesdames, Messieurs,**

1992, 2012. Voilà déjà 20 ans que le premier Sommet de la Terre s'est tenu ici à Rio de Janeiro. Je voudrais vous dire combien mon pays est honoré de prendre part à ce troisième Sommet Mondial sur le Développement Durable.

Mais avant de poursuivre mes propos, permettez-moi de m'acquitter d'un devoir, celui d'exprimer au nom du **Président de la République, Chef de l'Etat, le Général d'Armée François BOZIZE** et du peuple centrafricain tout entier, ma joie et ma reconnaissance pour l'accueil chaleureux qui a été réservé à ma délégation par le peuple frère brésilien.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distingués invités,**

Vingt ans (20 ans) après le sommet de Rio de Janeiro de juin 1992 et dix ans après celui de Johannesburg d'août 2002, l'humanité se retrouve à nouveau dans la somptueuse ville de Rio, pour évaluer l'état de l'environnement mondial, le chemin parcouru et les leçons tirées depuis deux décennies.

En effet, notre présence à Rio nous offre une fois de plus l'occasion :

- De susciter un engagement politique fort en faveur du Développement durable, qui est un modèle de développement intégrant aussi bien les dimensions économique, sociale et écologique ;
- D'évaluer les progrès réalisés, les contraintes ainsi que les lacunes dans la mise en œuvre des grandes décisions arrêtées au cours des sommets sur le développement durable ;

- D'aborder franchement les questions émergentes, dont celle de l'Economie Verte qui est une opportunité qui permet d'induire le bien être de nos populations en créant de la croissance et de l'emploi, de réduire la pauvreté et les inégalités sur le long terme, tout en évitant d'exposer les générations futures aux risques environnementaux.

Voilà autant d'objectifs nobles qui pourraient, une fois atteints au cours de la présente conférence, constituer un cadre pour la redéfinition d'un nouveau mode de gestion durable de notre planète.

- **Mesdames, Messieurs,**

Je voudrais saisir l'occasion qui m'est offerte, pour rendre un hommage mérité à **Son Excellence, Denis SASSOU NGUESSO, Président de République du Congo**, pour avoir joué avec dextérité le rôle de porte-parole des Chefs d'Etat africains à cette rencontre historique.

La Déclaration Consensuelle Commune de l'Afrique pour Rio+20 qui vient d'être prononcée à ce Sommet au nom de l'Afrique a pris en compte toutes nos préoccupations et les solutions que nous proposons pour un développement harmonieux et durable de notre continent.

Beaucoup d'efforts ont été accomplis, mais des difficultés subsistent encore.

Pour ce qui concerne mon pays, la République Centrafricaine, depuis le Sommet de Rio de 1992, le Gouvernement a pris des mesures majeures qui s'inscrivent dans le cadre du Programme d'Action pour le 21<sup>ème</sup> Siècle ou Agenda 21. Ces mesures qui sont la manifestation de la volonté politique affichée de la République Centrafricaine à s'inscrire dans la dynamique globale du développement durable, se sont traduites part :

- l'intégration de la dimension environnementale pour la première fois dans la constitution du pays ;
- la promulgation du code forestier et du code de l'environnement,
- la mise en chantier des projets en matière d'environnement ;

- la mise en place du Fonds National de l'Environnement qui est un mécanisme financier pour soutenir les actions du Gouvernement en matière de conservation de l'environnement ;
- la ratification de plusieurs Accords Multilatéraux de l'Environnement ;
- l'adhésion du pays à l'Initiative pour la Conservation des trois Grands Bassins Forestiers Mondiaux ;
- la signature avec l'Union Européenne de l'Accord de Partenariat Volontaire sur l'Application des Règlements Forestières, la Gouvernance et les Echanges Commerciaux des Bois et Produits Dérivés vers l'Union Européenne (FLEGT) ;
- l'adhésion au Processus de Kimberley pour ce qui concerne le diamant et autres pierres et métaux précieux ;
- l'adhésion en un temps record à l'Initiative pour la transparence dans les Industries Extractives (ITIE).

La République Centrafricaine, au même titre que la Communauté Internationale manifeste toujours un intérêt particulier pour la sauvegarde de l'environnement en général, la protection de la diversité biologique, les changements climatiques, la dégradation des terres en particulier.

Cet engagement s'est traduit par l'élaboration d'une politique qui accorde une place de choix à la durabilité des ressources environnementales, garante des besoins de ses populations.

Notre politique environnementale, pour être efficace et participative, repose sur les principes essentiels et les éléments clés qu'il convient de rappeler ici, à savoir :

- L'intégration des impératifs de protection et de la mise en valeur de l'environnement dans tout projet de développement ;
- Le développement durable et la planification intégrée ;
- L'utilisation des meilleures techniques disponibles à un coût économiquement acceptable ;
- Le principe de précaution ;
- La participation des communautés à la base ;
- Le principe de pollueur payeur et ;
- Le principe de coopération.

- **Mesdames et Messieurs,**

La République Centrafricaine dispose d'un potentiel naturel riche et varié, de par sa position à cheval sur la forêt dense humide au Sud et la steppe au Nord. Cela voudrait dire que la diversité des zones agro climatiques devait constituer un atout pour son développement face à une densité humaine relativement faible.

Malheureusement, force est de constater qu'en dépit de ces conditions naturelles favorables, les aléas climatiques soumettent encore les populations des communautés rurales et autochtones aux affres d'une paupérisation grandissante qui mérite une attention particulière de la Communauté internationale.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distingués invités,**

Avec un taux d'électrification rurale nul et un taux moyen national qui s'établit à 3%, la République Centrafricaine a beaucoup à gagner à travers l'économie verte qui passe entre autres par la valorisation de l'énorme potentiel énergétique que représente son réseau hydrographique, atout indéniable pour stimuler un développement économique et social harmonieux de ses régions.

L'énergie solaire et l'énergie éolienne sont autant de sources alternatives que mon pays entend développer pour permettre à ses populations d'accéder à l'énergie tout en contribuant à la réduction des effets des changements climatiques.

Pour ce qui concerne les ressources forestières, la traçabilité, la valorisation du bois d'œuvre, source potentielle de devises pour le pays ainsi que le respect des instruments juridiques internationaux dont la RCA est partie prenante, font l'objet d'une attention particulière du gouvernement.

En matière de faune et de chasse, la République Centrafricaine met en œuvre une stratégie qui permet d'assurer la durabilité qui implique les populations riveraines à la gestion des ressources fauniques à travers

les Zones Cynégétiques Villageoises (ZCV). Le développement de la ferme à gibier demeure une option pour la chasse durable.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distingués invités,**

L'exploitation durable des ressources aquatiques passe par le développement de l'aquaculture et des pêcheries communautaires. Pour ce faire le gouvernement a développé un partenariat avec les acteurs nationaux du secteur de la pêche communautaire dont les produits apportent aux populations locales, les protéines animales supplémentaires.

La qualité de l'eau et la protection des écosystèmes particuliers, notamment les zones humides d'importance internationale comme refuge des oiseaux d'eau ainsi que les écosystèmes urbains à écologie fragile font également partie des priorités du Gouvernement de mon pays.

Un projet de politique de la gestion de l'eau se trouve en chantier au Ministère des Eaux, Forêts, Chasses, Pêche.

Des réflexions sont en cours pour l'accès à d'autres mécanismes financiers découlant de la gestion rationnelle de l'Environnement.

Le temps est donc venu pour la République Centrafricaine de jouir pleinement des initiatives qu'elle a prises par la ratification des instruments juridiques internationaux pertinents découlant du Sommet de la Terre de Rio de Janeiro au Brésil.

Il s'agit du crédit carbone dont la RCA souhaite vivement bénéficier avec l'appui de ses partenaires au développement. Les ressources issues du crédit carbone seront les retombées substantielles des efforts de conservation des forêts, menés depuis des décennies par l'Etat et ses communautés locales.

Des discussions avec des partenaires privés ont abouti à la signature d'accords pour la valorisation du potentiel forestier de la République Centrafricaine à travers le marché volontaire du crédit carbone.

Un vaste programme de reboisement de la bordure septentrionale du bassin du Congo est envisagé dans le cadre de ce partenariat.

D'autres initiatives sont en cours et concernent la Réduction des Emissions dues à la Déforestation et à la Dégradation des forêts, entendons, REDD+, les programmes de gestion des forêts sèches, la gestion des Zones Cynégétiques Villageoises (ZCV), les aires protégées aussi bien en zones forestières qu'en savanes, grâce à l'assistance de certains partenaires.

- Mesdames et Messieurs,
- Distingués invités,

Sur la question de l'éradication de la pauvreté, thème central de ce Sommet, mon pays voudrait souligner ici qu'il dispose d'un Document de Stratégie de Réduction de la Pauvreté de seconde génération (DSRP 2). Cette stratégie de réduction de la pauvreté vise une croissance économique forte et durable, centrée sur le secteur du développement rural et de la sécurité alimentaire dont l champ couvre le système agro, sylvo pastoral et halieutique, les questions relatives au système de financement du secteur et des infrastructures de base, ainsi que les énergies renouvelables et le changement climatique.

La République Centrafricaine s'aligne sur la position africaine et plaide pour une prise en compte des intérêts du continent dans le débat relatif aux cadres institutionnels du développement durable.

Aujourd'hui, le Gouvernement a une vision à l'horizon 2025, pour faire de la République Centrafricaine un pays émergent. Il entend lancer le processus de la stratégie de croissance accélérée(SCA) autour de l'approfondissement des réformes en cours et de l'introduction de l'approche grappe dans les secteurs à fort potentiel de valeur ajoutée et de recette d'exportation.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distingués invités,**

La République Centrafricaine s'aligne sur la position africaine et plaide pour une prise en compte des intérêts du continent dans le débat relatif aux cadres institutionnels du développement durable.

En dépit de la situation difficile de mon pays, victime de multiples crises militaro-politiques, et des agissements des rebellions étrangères telles la LRA, etc. malgré notre situation de pays post conflit, la République Centrafricaine continu sa marche vers son développement grâce a la philosophie du Kwa Na Kwa prônée par le Président de la République, Chef de l'Etat.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distingués invités,**

Dans notre marche vers le développement, nous ne pouvons être seuls, car nous avons besoin de la Communauté Internationale à nos coté. Pour nous aider dans notre effort de consolidation de la paix et l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement (OMD), car sans la paix il ne peut y avoir de développement.

- **Mesdames et Messieurs,**
- **Distingués invités,**

Nous avons besoin du soutien de la Communauté Internationale pour mettre en œuvre notre programme de Désarmement, Démobilisation et Réinsertion (DDR) des ex-combattants ; nous avons besoin de vous pour notre Reforme de Secteur de Sécurité (RSS), pour la relance de notre agriculture ; tous ceci consignés dans notre DSRP 2.

Je terminerai mes propos sur une note d'espoir,

Puisse Rio+20 ouvrir une aire nouvelle de transition vers une économie plus soutenable et respectueuse de notre chère et belle planète.

Je vous remercie